

# Evaluation socioéconomique préalable dans le cadre du projet de réaménagement du Grand Bercy

## **OBJET DU MARCHE**

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'évaluation socioéconomique préalable relative au projet de réaménagement du Grand Bercy

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**VERSION DU 25 MARS 2025**

### **MAÎTRE D'OUVRAGE - DESTINATAIRE DE L'OUVRAGE**

Ministères économiques et financiers (MEF)  
Secrétariat général (SG)

### **MAÎTRE D'OUVRAGE - REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR - CONDUCTEUR D'OPERATION**

Ministères économiques et financiers (MEF)  
Secrétariat général (SG)  
Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP)  
Sous-direction de l'Immobilier  
139 rue de Bercy  
75572 Paris Cedex 12

## TABLE DES MATIERES

<b>1. Préambule.....</b>	<b>3</b>
<b>2. Contexte : présentation du projet de réaménagement du Grand Bercy .....</b>	<b>3</b>
2.1. Objectifs et principes directeurs du projet de réaménagement du Grand Bercy.....	3
2.2. Présentation des bâtiments concernés.....	4
2.3. Présentation des directions et services concernés .....	4
2.4. Présentation de la méthode d'élaboration du scénario envisagé .....	5
2.5. Budget du projet.....	5
2.6. Calendrier du projet .....	5
2.7. Gouvernance du projet.....	6
2.8. Intervenants sur le projet (assistants à maîtrise d'ouvrage (AMO)) .....	6
<b>3. Mission n°1 (tranche ferme) : réalisation de l'évaluation socioéconomique préalable du projet de réaménagement du Grand Bercy .....</b>	<b>6</b>
3.1. Description des prestations attendues .....	6
3.1.1. Action n°1 : Cadrage général de l'évaluation socioéconomique.....	7
3.1.2. Action n°2 : Identification des effets de l'opération d'investissement et des acteurs concernés .....	7
3.1.3. Action n°3 : Analyse qualitative et quantitative des effets non marchands de l'option d'investissement.....	8
3.1.4. Action n°4 : Valorisation monétaire des effets de l'option d'investissement et analyse coût-bénéfice des effets monétarisés .....	8
3.1.5. Action n°5 : Présentation des effets non monétarisés de l'option d'investissement .....	9
3.1.6. Action n°6 : Analyse des risques et incertitudes entourant les résultats de l'évaluation socioéconomique .....	9
3.1.7. Action n°7 : Elaboration du rapport d'évaluation socioéconomique .....	9
<b>4. Mission n°2 (tranche optionnelle N°1) : accompagnement dans le cadre de la contre-expertise pilotée par le SGPI .....</b>	<b>10</b>
4.1. Préambule .....	10
4.2. Description des prestations attendues .....	10
<b>5. MISSION n°3 (tranche optionnelle N°2) : actualisation de l'évaluation socioéconomique préalable du projet de réaménagement du Grand Bercy suite à la programmation .....</b>	<b>10</b>
<b>6. Données mises à disposition du titulaire .....</b>	<b>11</b>
<b>7. Profils et compétences mis en place par le Titulaire.....</b>	<b>11</b>
<b>8. ANNEXE(S) .....</b>	<b>12</b>

## 1. PREAMBULE

[L'article 17 de la Loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques](#) oblige tout porteur de projet d'investissement financé par l'Etat ou par l'un de ses établissements à réaliser préalablement une évaluation socioéconomique. La procédure d'évaluation des investissements public est définie par [décret n°2023-1211 du 23 décembre 2023](#).

L'évaluation socio-économique préalable est réalisée pour tout projet d'investissement<sup>1</sup> qui atteint au moins 20 000 000€HT. Le dossier complet d'évaluation est systématiquement transmis au secrétaire général pour l'investissement pour tout projet qui atteint au moins 100 000 000€HT.

L'évaluation socioéconomique préalable a pour but :

- **d'objectiver les effets d'un investissement** sur le bien-être de l'ensemble des agents affectés par cet investissement afin d'évaluer sa capacité à répondre à un besoin identifié, en appréciant les gains attendus au regard des coûts engendrés.
- **d'optimiser le coût de l'investissement** au regard des objectifs qui lui ont été fixés en réalisant une comparaison des diverses options techniques et financières envisageables ;
- **d'appréhender les risques et incertitudes entourant un investissement**. Ces risques peuvent être liés à la méthode d'évaluation elle-même ou aux valeurs des paramètres utilisés lors de son application (par exemple les incertitudes autour des projections de variables macroéconomiques sous-jacentes), au projet en tant que tel (par exemple la mauvaise estimation des coûts et des délais par le porteur de projet) ou à l'environnement extérieur au projet (évolution parallèle de l'offre concurrente avec la réalisation de projets similaires, évolution du cadre réglementaire, etc.);
- de fournir des éléments pour choisir entre des projets concurrents.

**Le dossier d'évaluation socioéconomique préalable est communiqué au secrétaire général pour l'investissement avant tout acte d'engagement comptable et budgétaire**, hormis les dépenses relatives aux études préalables, dont l'évaluation socio-économique, et, le cas échéant, dans un délai compatible avec la contre-expertise. **L'évaluation intervient avant que les décisions relatives à la réalisation de l'investissement et aux options retenues n'aient été définitivement arrêtées.**

## 2. CONTEXTE : PRESENTATION DU PROJET DE REAMENAGEMENT DU GRAND BERCY

La présente mission d'évaluation socioéconomique préalable s'inscrit dans le cadre du projet de réaménagement du Grand Bercy piloté par le Secrétariat général des ministères économiques et financiers.

### 2.1. Objectifs et principes directeurs du projet de réaménagement du Grand Bercy

Dans la continuité des initiatives engagées pour améliorer les environnements de travail, notamment au sein des services déconcentrés, les ministères économiques et financiers (MEF) lancent un projet ambitieux de **réaménagement des espaces de travail des 7 000 agents du site du Grand Bercy**. Ce projet concernera l'ensemble des bâtiments emblématiques du site : Sully, Turgot, Necker, Colbert, Vauban, Grégoire, Condorcet et Sieyès.

Inscrit dans le Schéma pluriannuel de stratégie immobilière ministériel (SPSI) 2024-2028, ce projet s'aligne avec les grandes orientations de la politique immobilière de l'État (PIE), visant à moderniser, adapter aux nouveaux usages et rendre plus durables les infrastructures publiques. Il s'inscrit également dans une réflexion plus large sur l'évolution des espaces et des modes de travail, en cohérence avec les transformations engagées dans de nombreux services et opérateurs de l'État.

À travers cette démarche, les Ministères économiques et financiers réaffirment leur engagement en faveur d'une administration plus efficace, agile et adaptée aux nouveaux enjeux professionnels et environnementaux.

Ce projet s'appuie sur **trois objectifs stratégiques** visant à moderniser les espaces de travail, renforcer la performance environnementale et optimiser la gestion des ressources immobilières.

---

<sup>1</sup> Par « projet d'investissement » est entendu tout projet d'investissement matériel ou immatériel constituant un ensemble cohérent et de nature à être mis en service ou exécuté sans adjonction, à l'exclusion (1) des investissements réalisés dans des conditions normales de marché, dans le cadre d'activités concurrentielles exercées à titre principale, ainsi que (2) des travaux et services ayant des fins spécifiquement militaires ou destinés à la sécurité nationale et qui font intervenir, nécessitent ou comportent des supports ou informations protégés ou classifiés.

- **Repenser les espaces pour améliorer la qualité de vie au travail.** Si plusieurs opérations de réaménagement ont déjà été conduites par le Secrétariat général ces dernières années – représentant environ 14 % de la surface totale du Grand Bercy –, la majorité des espaces actuels, conçus à la fin des années 1990, ne répondent plus aux nouveaux usages ni aux attentes des agents. L'essor du télétravail, des modes de travail collaboratifs et la recherche d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et personnelle nécessitent une refonte en profondeur des espaces afin de les rendre plus flexibles, conviviaux et adaptés aux nouvelles dynamiques de travail. Cette transformation vise également à renforcer l'attractivité du ministère et à favoriser la performance collective.
- **Réduire notre empreinte environnementale.** L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et l'optimisation des surfaces occupées constituent des leviers clés pour inscrire ce projet dans une démarche durable. La rénovation des infrastructures s'accompagnera de l'intégration de technologies durables, de l'optimisation des consommations énergétiques et du recours à des matériaux respectueux de l'environnement. Ces actions concrètes contribueront à la transition écologique du ministère et à la réduction de son impact environnemental.
- **Optimiser la gestion des ressources immobilières.** Au-delà des bénéfices environnementaux, l'optimisation des espaces permettra de rationaliser les dépenses immobilières. Cette démarche pourrait inclure la réduction du parc locatif, notamment par l'abandon de locaux annexes à proximité du Grand Bercy, ou la cession d'actifs immobiliers. L'objectif est d'assurer une gestion efficiente des ressources publiques, tout en garantissant aux agents des conditions de travail optimales et en préservant la qualité des services rendus.

Les objectifs stratégiques définis par les Directions et services reposent sur **cinq principes directeurs** :

- **Préserver l'identité du Grand Bercy et garantir l'équité** : Concevoir des espaces de travail prenant en compte les usages et besoins spécifiques de chaque direction, tout en assurant une équité entre les agents.
- **Améliorer le bien-être et l'ergonomie** : Offrir des conditions de travail optimales en optimisant l'espace, la luminosité et le confort des agents.
- **Prendre en compte les environnements de travail dynamiques** : Assurer une organisation spatiale favorisant la cohésion des équipes tout en maintenant des délimitations claires pour l'appropriation des espaces.
- **Diversifier les positions de travail** : Mettre à disposition une variété d'espaces collaboratifs et individuels, en envisageant leur mutualisation entre les directions.
- **Concevoir des espaces inclusifs et durables** : Promouvoir une approche intégrant sobriété énergétique, accessibilité et intégration d'éléments naturels.

## 2.2. Présentation des bâtiments concernés

Le projet de rénovation des espaces de travail du Grand Bercy concernera les huit bâtiments suivants : **Turgot, Sully, Necker, Colbert, Vauban, Condorcet, Grégoire et Sieyès**.

La présentation détaillée de chaque bâtiment est présentée en annexe 1 du présent CCTP.

## 2.3. Présentation des directions et services concernés

Les directions et services impactés par le projet de réaménagement du Grand Bercy sont identifiés dans le tableau ci-après. Les agents d'une même entité peuvent être hébergés au sein de plusieurs bâtiments (voir présentation par bâtiment ci-dessus).

Directions et services	PDT 2023	RES 2023
Direction générale des Finances Publiques (DGFIP)	2 043	2 010
Secrétariat général (SG)	1 231	1 317
Direction générale du trésor (DGT)	870	860
Direction générale des entreprises (DGE)	766	922
Cabinets (CAB)	335	295
Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)	518	435
Direction du Budget (DB)	280	270

Services hors directions (SHD)	76	76
Direction des affaires juridiques (DAJ)	251	215
Services du contrôleur budgétaire et comptable ministériel (SCBCM)	204	172
IGPDE	-	-
Inspection générale des finances (IGF)	154	153
Contrôle général économique et financier (CGEFI)	-	-
Associations/syndicats/mutuelles	115	105
Conseil général de l'économie (CGE)	91	77
Direction des achats de l'Etat (DAE)	92	96
Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)	3	6
Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP)	23	21
Centre interministériel de services informatiques relatifs aux ressources humaines (CISIRH)	-	-
Médiateur	5	5
Espaces communs	72	25
<b>Total</b>	<b>7 129</b>	<b>7 060</b>

- PDT = postes de travail / RES = résidents

#### 2.4. Présentation de la méthode d'élaboration du scénario envisagé

Les scénarios technico-financiers jouent un rôle essentiel dans la prise de décision. Ils doivent permettre, au regard des contraintes techniques et des objectifs du projet, d'évaluer différentes options envisageables du point de vue technique, fonctionnel, juridique et financier.

L'équipe projet étudie actuellement plusieurs scénarios technico-financiers pour réaliser le projet de réaménagement des bâtiments du Grand Bercy.

Les scénarios sont construits sur la base des données de base suivantes :

- L'état général des bâtiments (Diagnostics techniques / EGIS conseil) ;
- Le potentiel architectural et technique des bâtiments (Diagnostics fonctionnels / EGIS conseil) ;
- Les principes directeurs du projet ;
- Un schéma d'implantation cible (Méga-zoning du projet) ;

Les variables retenues pour définir les scénarios sont :

- La nature des travaux embarqués dans le cadre du projet de réaménagement ;
- La capacité des replis mobilisés (plusieurs hypothèses) ;

Parmi les six scénarios étudiés, un seul constituera l'option d'investissement faisant l'objet de l'évaluation socioéconomique.

Le scénario retenu par le COSTRAT, qui constitue l'option d'investissement, est communiqué au Titulaire à la notification du marché, ou au plus tard à la réunion de la cadrage.

#### 2.5. Budget du projet

Selon le(s) scénario(s) de faisabilité retenu le budget de l'opération de réaménagement du Grand Bercy serait compris entre 300 et 500 millions euros toutes taxes comprises.

#### 2.6. Calendrier du projet

Selon le scénario de faisabilité retenu, les travaux pourraient s'échelonner sur une période comprise entre 4 et 8 ans. La phase d'étude de cadrage stratégique doit aboutir par le choix d'un scénario de référence qui constituera l'option d'investissement dans le cadre de l'évaluation socioéconomique.

## 2.7. Gouvernance du projet

La gouvernance du projet est organisée à trois niveaux :

- **Gouvernance Haute : Comité stratégique (COSTRAT)** du projet de réaménagement du Grand Bercy. Ce comité présidé par madame la secrétaire générale des ministères économiques et financiers regroupe tous les Directeurs des directions concernées par le projet. Le comité est chargé de valider les orientations stratégiques du projet. Le secrétariat du COSTRAT est assuré par l'équipe projet (Mission de réaménagement du Grand Bercy).
- **Comité de pilotage (COPIL)**. Ce comité présidé par le Chef de service de l'immobilier et de l'environnement de travail (Secrétariat général) regroupe les représentants toutes les directions concernées par le projet (Référentes directionnels). Le comité de pilotage a pour mission de suivre le déroulement général du projet, d'assurer la gestion des risques et la coordination entre les différentes directions et services concernés. Il rendra un avis sur tous les documents clé du projet en préparation du comité stratégique.
- **Comité projet (COPROJ)**. Ce comité présidé par le chef de la mission de réaménagement du Grand Bercy assure la mise en œuvre opérationnelle des orientations retenues et des décisions prises par le comité stratégique. Dans ce cadre, il coordonne l'action des parties prenantes à toutes les étapes du projet et rend compte de leur mise en œuvre. Il contribue à l'élaboration de tous les documents clé du projet. Il s'appuie sur les expertises internes et externes parties prenantes du projet.

Afin de conduire cette opération, le Ministère a constitué fin 2024 une équipe projet regroupée dans le cadre de la Mission de réaménagement du Grand Bercy (MRGB) placée sous l'autorité du Secrétariat général (Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel).

## 2.8. Intervenants sur le projet (assistants à maîtrise d'ouvrage (AMO))

Plusieurs assistances à maîtrises d'ouvrages interviennent ou interviendront sur le projet du réaménagement du Grand Bercy.

A ce stade, le maître d'ouvrage s'est doté d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'étude de cadrage recouvrant l'établissement d'un diagnostic technique et fonctionnel de chaque bâtiment ; une analyse des risques / contraintes techniques et juridiques ; l'identification des différents scénarios envisageables et la stratégie de mise en œuvre ; le calendrier prévisionnel et l'évaluation financière de chaque scénario.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage se dotera d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la programmation.

Enfin, le maître d'ouvrage pourra se doter d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour d'autres besoins tout au long du projet.

Le Titulaire du présent marché peut être amené à travailler en lien avec les différents prestataires sur le projet en fonction des besoins de la présente mission.

## 3. MISSION N°1 (TRANCHE FERME) : REALISATION DE L'EVALUATION SOCIOECONOMIQUE PREALABLE DU PROJET DE REAMENAGEMENT DU GRAND BERCY

### 3.1. Description des prestations attendues

Le Titulaire du présent marché réalise l'évaluation socioéconomique préalable du projet de réaménagement du Grand Bercy. Cette évaluation socioéconomique préalable est réalisée selon les règles méthodologiques du [Guide de l'évaluation socioéconomique des investissements publics](#) publié par France Stratégie.

Au titre de la présente mission, le Titulaire du présent marché réalise les actions suivantes :

- Action n°1 : Cadrage général de l'évaluation socioéconomique
- Action n°2 : Identification des effets de l'option d'investissement et des acteurs concernés
- Action n°3 : Analyse qualitative et quantitative des effets de l'option d'investissement

- Action n°4 : Valorisation monétaire des effets de l'option d'investissement et analyse coût-bénéfice des effets monétarisés
- Action n°5 : Présentation des effets non monétarisés de l'option d'investissement
- Action n°6 : Analyse des risques et incertitudes entourant les résultats de l'évaluation socioéconomique
- Action n°7 : Elaboration du rapport d'évaluation socioéconomique

Par **option d'investissement** il est entendu le scénario retenu par le COSTRAT pour le projet de réaménagement du Grand Bercy et communiqué au Titulaire. L'option d'investissement est comparée dans le cadre de cette évaluation socioéconomique à l'**option de référence**. Par option de référence il est entendu le scénario dans lequel le projet de réaménagement du Grand Bercy n'est pas réalisé.

### 3.1.1. Action n°1 : Cadrage général de l'évaluation socioéconomique

Le Titulaire présente :

- Les objectifs du projet et l'analyse stratégique ;
- La situation existante et les problèmes à résoudre ;
- L'investissement considéré (localisation, opérations à conduire, caractéristiques techniques et fonctionnelles, objectifs généraux, montants globaux d'investissements et calendrier prévisionnel des travaux).

Le Titulaire détermine le cadrage macroéconomique de l'investissement.

Le Titulaire présente l'option de référence (dite également situation contrefactuelle) qui représente la situation supposée prévaloir dans l'hypothèse où l'investissement n'est pas réalisé. L'option de référence doit correspondre à la situation la plus probable en l'absence de l'investissement étudié à l'horizon considéré.

Le Titulaire présente l'option d'investissement permettant d'atteindre les objectifs identifiés, avec ses caractéristiques technique et sa situation contractuelle et financière.

Livraison(s)	Délai(s)
Cadrage général de l'évaluation socioéconomique	10 jours à compter de la réunion de cadrage

Le format des livrables est déterminé par le maître d'ouvrage en lien avec le Titulaire.

### 3.1.2. Action n°2 : Identification des effets de l'opération d'investissement et des acteurs concernés

Le Titulaire identifie l'ensemble des acteurs concernés par l'option d'investissement. Le Titulaire transmet la cartographie des acteurs identifiés au maître d'ouvrage pour validation.

Le Titulaire identifie pour l'ensemble des acteurs, les effets de l'option d'investissement par rapport à l'option de référence ; il identifie les effets marchands, les effets non marchands, et les externalités.

Pour identifier les effets de l'option d'investissement, le Titulaire réalise notamment un entretien avec les acteurs concernés. Les personnes reçues en entretien par le Titulaire sont désignées avec le maître d'ouvrage. Le Titulaire élabore le questionnaire des entretiens et organise ceux-ci en lien avec le maître d'ouvrage. Le questionnaire des entretiens est soumis à la validation préalable du maître d'ouvrage. A l'issue de chaque entretien, le Titulaire transmet au maître d'ouvrage le compte-rendu d'entretien.

En complément des Directions et services concernés par le réaménagement, le Titulaire prépare les supports en prévision des interventions auprès des organisations syndicales (OS). Le Titulaire peut être amené à intervenir devant les organisations syndicales.

La cartographie des effets de l'option d'investissement sur les acteurs concernés par rapport à l'option de référence est transmise au maître d'ouvrage pour validation.

Livraison(s)	Délai(s)
Cartographie des acteurs concernés par l'option d'investissement	10 jours à compter de la réunion de cadrage

Questionnaire des entretiens	10 jours à compter de la réunion de cadrage
Compte-rendu de l'entretien	2 jours à compter de la fin de chaque entretien
Support de présentation en prévision des interventions auprès des OS	2 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage
Compte-rendu de l'intervention auprès des OS	2 jours à compter de la fin de l'intervention
Cartographie des effets de l'option d'investissement sur les acteurs concernés par rapport à l'option de référence	10 jours à compter de la fin du dernier entretien

Le format des livrables est déterminé par le maître d'ouvrage en lien avec le Titulaire.

### 3.1.3. [Action n°3 : Analyse qualitative et quantitative des effets non marchands de l'option d'investissement](#)

Une fois recensés les différents effets non marchands des options d'investissement, le Titulaire fournit des éléments d'appréciation quantitatifs de ces effets, en raisonnant par différence par rapport à l'option de référence. A ce titre, le Titulaire organise des ateliers avec les acteurs identifiés en lien avec le maître d'ouvrage.

Pour l'organisation des ateliers, le Titulaire soumet à la validation préalable maître d'ouvrage l'ordre du jour des ateliers, la méthodologie envisagée, ainsi que la liste des participants.

Après chaque atelier, le Titulaire transmet au maître d'ouvrage un compte-rendu. A l'issue de la phase d'ateliers, le Titulaire remet au maître d'ouvrage un document synthétisant les effets validés et leur quantification. Ce document de synthèse est validé par le maître d'ouvrage.

Livable(s)	Délai(s)
Ordre du jour des ateliers, méthodologie, liste des participants de chaque atelier	7 jours avant le premier atelier
Compte-rendu de l'atelier	2 jours à compter de la fin de chaque atelier
Synthèse des effets validés et leur quantification	10 jours à compter de la fin du dernier atelier

Le format des livrables est déterminé par le maître d'ouvrage en lien avec le Titulaire.

### 3.1.4. [Action n°4 : Valorisation monétaire des effets de l'option d'investissement et analyse coût-bénéfice des effets monétarisés](#)

Le Titulaire traduit les effets identifiés de l'option d'investissement en valeur monétaire (euros 2025 sans inflation) afin de faciliter leur comparaison et réalise une analyse coût-bénéfice des effets monétarisés.

A cet égard, le Titulaire accompagne le maître d'ouvrage dans l'élaboration d'un ROI élargi permettant de prendre en compte les bénéfices indirects et immatériels de l'opération de réaménagement notamment en matière d'attractivité (capacité du ministère à attirer ou retenir des talents) la productivité (efficacité des équipes), le bien-être et la qualité de vie (réduction de l'absentéisme ou la satisfaction des agents) ou encore la contribution RSE du projet. Le Titulaire proposera différents indicateurs susceptibles d'être pris en compte dans le ROI permettant d'évaluer l'impact réel de l'opération.

Livable(s)	Délai(s)
Valorisation monétaire des effets identifiés	10 jours à compter de la validation de la cartographie des effets (action n°2)



Analyse coût-bénéfice des effets monétarisés	10 jours à compter de la validation de la valorisation monétaire
Présentation du ROI élargi	10 jours à compter de la validation de la cartographie des effets (action n°2)

Le format des livrables est déterminé par le maître d'ouvrage en lien avec le Titulaire.

#### [3.1.5. Action n°5 : Présentation des effets non monétarisés de l'option d'investissement](#)

Le Titulaire complète le cas échéant l'évaluation socioéconomique en prenant qualitativement, et si possible quantitativement, les éventuels effets qui n'ont pas été monétarisés.

L'objectif est de prendre en compte les effets de l'option d'investissement sur les aspects qui n'ont pas pu être inclus dans le calcul socioéconomique, par exemple les effets sur l'attractivité, la productivité des équipes, le bien-être, la qualité de vie..., etc. L'analyse des effets non monétarisés non inclus dans le calcul coût-bénéfice doit être intégrée dans la présentation des résultats de l'évaluation conformément aux préconisations formulées dans les guides sectoriels.

Dans la présentation finale, il convient de présenter de manière synthétique le résultat de l'analyse coût-bénéfice (à savoir la VAN et sa décomposition par type d'effet) complétée par les effets non monétarisables (qualitatifs et si possible quantitatifs).

Livrable(s)	Délai(s)
Analyse qualitative et quantitative des effets non monétarisés	10 jours à compter de la validation de la cartographie des effets (action n°2)

Le format des livrables est déterminé par le maître d'ouvrage en lien avec le Titulaire.

#### [3.1.6. Action n°6 : Analyse des risques et incertitudes entourant les résultats de l'évaluation socioéconomique](#)

Le Titulaire identifie l'ensemble des risques et incertitudes entourant les résultats de l'évaluation socioéconomique.

Livrable(s)	Délai(s)
Cartographie des risques et incertitudes	5 jours à compter de la validation de la dernière action en cours

Le format des livrables est déterminé par le maître d'ouvrage en lien avec le Titulaire.

#### [3.1.7. Action n°7 : Elaboration du rapport d'évaluation socioéconomique](#)

L'ensemble des travaux réalisés au titre de l'évaluation socioéconomique sont intégrés dans le cadre d'un rapport d'évaluation socioéconomique du projet de réaménagement du Grand Bercy conforme aux textes en vigueur. Le rapport est transmis au maître d'ouvrage pour validation.

Le rapport est accompagné d'un fichier (format excel) contenant les données relatives à cette évaluation socioéconomique (le fichier sera ouvert afin de permettre de visualiser les résultats ainsi que les formules utilisées), d'une présentation de l'évaluation et de ses résultats sous la forme d'un document type PowerPoint, et d'une note synthétique de l'évaluation et de ses résultats (format word).

En complément de la présentation du rapport à l'équipe projet, le Titulaire peut être amené à présenter les conclusions de l'évaluation socioéconomique aux représentants des organisations syndicales.

Livrable(s)	Délai(s)
Rapport complet de l'évaluation socioéconomique du projet de réaménagement du Grand Bercy (format word)	10 jours à compter de la validation de la dernière action en cours

Fichier contenant les données relatives à l'évaluation (format excel)	10 jours à compter de la validation de la dernière action en cours
Présentation de l'évaluation et de ses résultats (format PPT)	10 jours à compter de la validation de la dernière action en cours
Note de synthèse de l'évaluation et de ses résultats (format word)	10 jours à compter de la validation de la dernière action en cours

#### 4. MISSION N°2 (TRANCHE OPTIONNELLE N°1) : ACCOMPAGNEMENT DANS LE CADRE DE LA CONTRE-EXPERTISE PILOTEE PAR LE SGPI

##### 4.1. Préambule

**Le Secrétariat général à l'investissement pilote une contre-expertise indépendante** des projets pour lesquels les financements apportés par l'État et ses établissements publics dépassent 100 millions d'euros. Le rapport de contre-expertise doit être **élaboré dans un délai d'un à quatre mois**. Ce délai est fixé par le secrétaire général pour l'investissement dès le début de chaque contre-expertise, en fonction du dossier.

**Le rapport de contre-expertise valide et, le cas échéant, actualise les hypothèses du dossier d'évaluation socio-économique, s'assure de la pertinence des méthodes utilisées et évalue les résultats qui en découlent.**

Le secrétaire général pour l'investissement **rend un avis dans un délai d'un mois après réception du rapport de contre-expertise.**

Le dossier d'évaluation socio-économique préalable, le rapport de contre-expertise et l'avis correspondant sont transmis au Premier ministre et au ministre concerné. **Le ministre informe le secrétaire général pour l'investissement, dans un délai d'un mois à compter de sa réception, des suites qu'il entend donner à cet avis.**

Le rapport de contre-expertise et l'avis du commissaire général à l'investissement **sont préalables à l'acte d'engagement comptable et budgétaire relatif au projet, hormis les dépenses relatives aux études préalables.**

##### 4.2. Description des prestations attendues

Le Titulaire du présent marché accompagne le maître d'ouvrage dans une démarche de sensibilisation au projet ainsi que dans la présentation au SGPI du scénario retenu et de l'évaluation socioéconomique.

Le Titulaire répond aux demandes de précisions du comité d'experts désigné par le SGPI. A ce titre, le Titulaire propose un projet de réponses au maître d'ouvrage qui est chargé d'adresser la réponse finale au comité d'expert. Les demandes de précisions du comité d'experts sont transmises au Titulaire par le maître d'ouvrage.

Toute rencontre avec le SGPI et/ou le comité d'experts donne lieu à un compte-rendu rédigé par le Titulaire et transmis au maître d'ouvrage pour validation.

Le Titulaire procède aux adaptations du rapport d'évaluation socio-économique sur la base des échanges avec le SGPI et des arbitrages du maître d'ouvrage.

Livrable(s)	Délai(s)
Compte-rendu de réunion	2 jours à compter de la date de la réunion
Dossier d'évaluation socioéconomique mis à jour	5 jours à compter de la demande de mise à jour par le maître d'ouvrage

#### 5. MISSION N°3 (TRANCHE OPTIONNELLE N°2) : ACTUALISATION DE L'EVALUATION SOCIOECONOMIQUE PREALABLE DU PROJET DE REAMENAGEMENT DU GRAND BERCY SUITE A LA PROGRAMMATION

Le Titulaire du présent marché actualise l'évaluation socioéconomique au regard du programme technique et fonctionnel qui est établi par le programmiste désigné par le maître d'ouvrage.

Livrable(s)	Délai(s)
Dossier d'évaluation socioéconomique mis à jour	10 jours à compter de la demande de mise à jour par le maître d'ouvrage

## 6. DONNEES MISES A DISPOSITION DU TITULAIRE

Le maître d'ouvrage partage au Titulaire les données suivantes : scénario retenu, diagnostics techniques et fonctionnels, schéma d'implantation actuel et schéma d'implantation cible.

Le Titulaire du présent accord-cadre est responsable du recueil des données et signale au maître d'ouvrage lors de la réunion de cadrage, ou dans les meilleurs délais, les données qui s'avèrent indispensables et dont seul le maître d'ouvrage peut disposer. Le Titulaire indique suffisamment tôt au maître d'ouvrage les éléments nécessaires pour obtenir ces compléments d'informations, afin que celui-ci puisse établir les éléments.

**Le Titulaire du présent marché ne peut se prévaloir d'un défaut d'information de la part du maître d'ouvrage pour justifier d'un éventuel retard dans l'exécution de ses missions.**

## 7. PROFILS ET COMPETENCES MIS EN PLACE PAR LE TITULAIRE

Le Titulaire doit mobiliser les consultants experts du sujet objet du présent marché ou s'adjoindre les compétences d'un expert dédié, notamment, si le titulaire représente un groupement de sociétés (cotraitance ou sous-traitance), en recourant aux compétences disponibles au sein du groupement et en veillant à leur bonne intégration au sein de l'équipe projet en particulier lorsque le pouvoir adjudicateur souhaite disposer d'une expertise identifiée. A noter que l'ajout d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché est soumis à acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, conformément au CCAP du marché.

Les intervenants acceptés par l'administration figurent nommément dans l'équipe projet décrite dans l'offre technique du Titulaire.

Les catégories présentées sont les suivantes, étant entendu qu'une prestation peut ne nécessiter qu'un sous-ensemble d'intervenants parmi ces catégories et que la part de responsables de missions/expert doit être dûment justifiée et correspondre à l'implication réelle des intervenants rentrant dans cette catégorie. Ne sont pas comptabilisées dans les années d'expériences indiquées ci-dessous les périodes effectuées en stage.

- **Directeur de projet ou expert :**
  - il assure le portage du projet / l'apport d'une expertise ;
  - il définit les travaux à conduire et s'assure qu'ils sont conduits conformément aux indications préalablement définies ;
  - il dispose de plus de 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de compétences nécessaire à la prestation ;
  - il conduit les travaux sur le plan opérationnel, en y prenant part directement ;
  - il est le garant de l'achèvement et de la qualité des opérations menées dans le cadre de la mission ;
  - il supervise les travaux en apportant sa vision sur le plan stratégique et en matière d'innovation
  - en cas de demande du commanditaire, il est présent aux entretiens et réunions clés de la mission notamment celles avec les niveaux décisionnaires de la mission concernée.
- **Chef de projet :**
  - il assure le pilotage des travaux (organisation et répartition des tâches) et participe la réalisation du projet ;
  - il dispose de plus de 6 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de compétences nécessaire à la prestation ;
  - il est affecté de 50 % à 100% sur les missions.
- **Consultant sénior :**

- il assure la réalisation du projet – niveau avancé ;
- il dispose d’au moins 4 ans d’expérience professionnelle dans le domaine de compétences nécessaire à la prestation ;
- il conduit des travaux dans une relative autonomie ;
- il réalise des entretiens de haut niveau et des projets ;
- il est affecté à 100 % sur les missions.
- **Consultant junior :**
  - il assure la réalisation du projet – niveau de base ;
  - il dispose de moins de 4 ans d’expérience professionnelle dans le domaine de compétences nécessaire à la mission étant entendu qu’un stagiaire ou un apprenti ne peut pas être considéré comme consultant junior ;

## 8. ANNEXE(S)

- ANNEXE 1 - Présentation des bâtiments concernés par le projet de réaménagement du Grand Bercy.